



Assemblée générale

Distr. limitée
6 octobre 2025
Français
Original : anglais

Quatre-vingtième session

Cinquième Commission

Point 140 de l'ordre du jour

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

**Projet de résolution déposé par la Présidente de la Commission à la suite
de consultations**

**Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses
de l'Organisation des Nations Unies : demandes présentées
au titre de l'Article 19 de la Charte**

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre V du rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa quatre-vingt-cinquième session¹,

Réaffirmant qu'aux termes de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, les États Membres ont l'obligation de supporter les dépenses de l'Organisation selon la répartition qu'elle fixe,

1. *Réaffirme le rôle que lui assignent les dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies et le rôle consultatif que l'article 160 de son règlement intérieur attribue au Comité des contributions ;*

2. *Réaffirme également sa résolution 54/237 C du 23 décembre 1999 ;*

3. *Prie le Secrétaire général de continuer à porter à l'attention des États Membres le délai spécifié dans la résolution 54/237 C, en publiant un avis en temps utile dans le Journal des Nations Unies et en leur communiquant directement ;*

4. *Prie instamment tous les États Membres qui demandent à bénéficier d'une dérogation à l'Article 19 de la Charte de fournir à l'appui de leur demande des renseignements aussi complets que possible et d'envisager de les communiquer avant l'expiration du délai fixé dans la résolution 54/237 C, afin que tous les renseignements détaillés complémentaires qui pourraient être requis puissent être réunis ;*

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatre-vingtième session, Supplément n° 11 (A/80/11).*



5. *Convient que le non-paiement par la Bolivie (État plurinational de) et Sao Tomé-et-Principe de la totalité du montant minimum requis pour éviter l'application de l'Article 19 de la Charte est dû à des circonstances indépendantes de leur volonté ;*

6. *Décide que la Bolivie (État plurinational de) et Sao Tomé-et-Principe seront autorisées à participer à ses votes jusqu'à la fin de sa quatre-vingtième session.*
